

Présidentielle 2016

Pierre-Claver Maganga Moussavou dévoile son « discours programme »

Par JMS

Le candidat investi par le Parti social-démocrate (PSD) à l'élection présidentielle prévue le 27 août 2016 a décliné sa feuille de route vendredi dernier au siège de ce parti, au quartier Ancienne Sobraga. Pierre-Claver Maganga Moussavou a le mérite de la constance. Sur les aspects économiques, ce programme repose sur le socle « Provincialisation », que le candidat a toujours soumis à la sanction du peuple gabonais depuis l'élection présidentielle de 1993. Il y a ajouté six autres axes forts : l'éthique du développement, la création d'une véritable économie, la route, l'éducation et la formation professionnelle, la santé, la population, l'immigration sélective et la politique de co-développement. Autant de chapitres qui ont un point commun : le développement économique.

Pierre-Claver Maganga Moussavou ne s'est pas limité à énoncer les mesures qu'il entend mettre en place s'il est élu président du Gabon en août prochain. Il a donné des indications chiffrées. C'est un point fort de son projet, car les Gabonais pourront se prononcer en connaissance de cause. C'est aussi là que l'homme a pris des risques. Il doit s'attendre à une analyse sans complaisance de ce projet, surtout dans un contexte économique gabonais très morose. Marqué par un endettement extérieur dont le service risque de mobiliser près de 1000 milliards de FCFA à compter de l'année prochaine, soit un peu plus de 50 % des recettes propres du Gabon, selon certains partenaires du pays.

L'analyse du projet économique du candidat du PSD

n'est pas un exercice facile. Le document de 36 pages qui le constitue fait une part trop belle au volet dépense. En dehors d'une allusion sur une « *amélioration à court terme du revenu national par plusieurs mesures sur l'impôt et un contrôle rigoureux de l'Etat* », le candidat du PSD ne donne pas de pistes qui lui permettront d'obtenir des recettes capables de financer son projet. Car il est marqué par une très grande « *générosité* ». 60 000 FCFA par trimestre pour toutes personnes de 60 ans et plus ne disposant pas de pension. 45 000 FCFA par trimestre pour toutes personnes handicapées n'exerçant aucune activité. Doublement de la valeur indiciaire de la fonction publique, passant de 500 à 850. Allongement de l'âge de la retraite de 60 à 70 ans. Création d'un fonds d'insertion doté de 16 milliards de FCFA par an à l'attention des jeunes. Affectation de 300 milliards de FCFA par an pour permettre au Gabon d'avoir un réseau de 3000 km de routes bitumées. Politique nataliste subventionnée... Sans oublier le logement social pour lequel les bénéficiaires – salaires compris entre 150 000 et 500 000 FCFA – ne payeront que l'équivalent de 10 % de leurs revenus pendant 10 ans, avant d'accéder à la propriété. Une subvention de 20 milliards de FCFA par an et par province. Ce sont autant de mesures très couteuses sur la faisabilité desquelles le candidat doit convaincre. Certaines peuvent même s'avérer contraires à l'objectif de l'axe 2 du candidat, qui est de « *bâtir une véritable économie* ».



S'il est élu, Pierre-Claver Mangaga Moussavou va gérer un pays en faillite. Le Gabon génère entre 1 800 et 2 000 milliards de FCFA de fonds propres chaque année, selon plusieurs économistes locaux. Or, la politique d'endettement irresponsable mise en œuvre par Ali Bongo Ondimba va demander un effort de 1 000 milliards pour payer la dette extérieure dès l'année prochaine. Le nouveau système de rémunération mis en place à la fonction publique absorbe également près de 800 milliards de FCFA pour couvrir les salaires des fonctionnaires. C'est dire que tout ce que le Gabon va générer comme recettes propres dans les cinq ans à venir, sauf retournement spectaculaire de la conjoncture pétrolière, risque d'être absorbé par la dette et les salaires. Comment le candidat du PSD va-t-il faire, s'il est élu, pour financer ses autres promesses ? Où va-t-il trouver des sources de recettes additives ? Voilà autant d'interrogations sur lesquelles Pierre-Claver Manga Moussavou devra se prononcer. Les six semaines qui nous séparent de l'élection seront sans doute mises à profit par l'intéressé pour y parvenir.